

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : Jean-Luc CORONGIU

Tél: 04.84.35.42.72

Dossier 2025-209-MED

jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le **- 8 OCT. 2025**

**Arrêté n°2025-209-MED portant mise en demeure à l'encontre de la société
SIRAP FRANCE, dans le cadre de l'exploitation de ses installations
situées sur la commune de NOVES**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
préfet des Bouches du Rhône
préfet de police des Bouches du Rhône**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret du 3 janvier 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 12 mars 2025 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, en outre préfet de police des Bouches-du-Rhône ;

Vu le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté du 17 février 2025 portant délégation de signature à madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône, secrétaire générale adjointe de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 mars 2001 autorisant la SA SIRAP GEMA FRANCE à exploiter une installation de fabrication de barquettes de polystyrène expansé à NOVES ;

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en date du 3 juillet 2025, suite à la visite d'inspection réalisée le 22 mai 2025 sur le site de SIRAP FRANCE ;

Considérant qu'à l'occasion de la visite du 22 mai 2025, l'Inspection des installations classées a constaté que les circuits de refroidissement des thermoformeuses et des régénératrices ne sont pas fermés ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2001 susvisé ;

.../...

Considérant que cette non-conformité engendre une consommation supplémentaire de la ressource en eau ;

Considérant que face à ce manquement, il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L.171-8-I du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions susmentionnées ;

Considérant que la procédure contradictoire, définie aux articles L.171-6 et L.514-5 du code précité, a été menée auprès de l'exploitant par lettre du 3 juillet 2025, puis par lettre recommandée du préfet en date du 18 août 2025 ;

Sur proposition de monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La Société SIRAP FRANCE, exploitant une usine de fabrication de barquettes en polystyrène expansé située RN 7 13550 Noves, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral du 21 mars 2001 susvisé :

« Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite ».

Pour ce faire, la société SIRAP FRANCE adresse au Préfet dans un **délai de 4 mois maximum, à compter de la notification du présent arrêté**, une étude technico-économique visant à la mise en conformité des circuits de refroidissement des thermoformeuses et des régénératrices.

Cette étude est accompagnée d'une proposition de solution technique et d'un calendrier de mise en œuvre des aménagements correspondants.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Le présent arrêté sera notifié à la société SIRAP FRANCE et publié sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône, pour une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille (31 Rue Jean François Leca, 13002 Marseille), dans les délais prévus à l'article R.421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté, par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 5 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,
 - La sous-préfète d'Arles,
 - Le maire de Noves,
 - Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
 - Le directeur départemental des territoires et de la mer,
 - Le directeur départemental des services d'incendie et de secours,
 - Le directeur général de l'agence régionale de santé Provence-Alpes-Côte d'Azur,
- et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet, la secrétaire générale adjointe



Marie-Pervenche PLAZA